



Énergie : le Nigeria
disposé à fournir
davantage
d'électricité au Togo

P.7



L'Université de Kara consacre l'Intelligence Artificielle au cœur de la 2^e édition du concours « Mon Avis Scientifique »

2^e édition du concours « Mon Avis Scientifique » : L'Université de Kara met l'Intelligence Artificielle à l'honneur

P.5

Le campus sud de l'Université de Kara a été le théâtre, le 18 mars 2026, d'une rencontre académique d'exception : la finale de la deuxième édition du concours universitaire féminin « Mon Avis Scientifique », organisée en pleine Semaine de l'Étudiant. Placée sous le signe de l'innovation et de la réflexion critique, cette compétition d'art oratoire a réuni dix brillantes étudiantes autour d'un thème d'une brûlante actualité : « Éducation 2.0 »



Une gouvernance au cœur des populations : Dr Sandra Ablamba Johnson au service des plus vulnérables à Aného



Aného : Dr Sandra Ablamba Johnson exprime un élan de solidarité pour redonner espoir aux populations vulnérables

P.3

Renforcer la vigilance face aux zoonoses

Une nouvelle génération d'acteurs formés au Togo

P.2



Journée Mondiale de l'Eau édition 2026

Le Ministre Séna ALIPUI appelle chaque citoyen à un engagement actif pour une gestion équitable et durable de cette ressource vitale

P.4



Renforcer la vigilance face aux zoonoses

Une nouvelle génération d'acteurs formés au Togo

À Lomé, les stagiaires de la cohorte 1 du programme ISAVET (niveau de base) ont franchi une étape décisive de leur parcours. Réunis ce mercredi pour un atelier de restitution, ces professionnels de la santé animale ont restitué les résultats de plusieurs mois de travaux de terrain, marquant ainsi l'aboutissement d'une formation stratégique pour le pays.

Vétérinaires, techniciens et acteurs de terrain ont partagé leurs recherches, menées dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la préparation et de la réponse aux urgences sanitaires au Togo (PREPRUS-Togo). Cette initiative, soutenue par le

Fonds de lutte contre les pandémies, vise à renforcer la surveillance des maladies animales et zoonotiques, dans une approche intégrée dite « Une seule santé » (One Health).

Présent à la cérémonie, le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture au Togo, le Dr Djiwa Oyétoundé, a salué la portée de cette formation :

« Cette formation permet de disposer de ressources humaines qualifiées capables de détecter précocement les maladies et de réagir efficacement. L'approche "Une seule santé" est essentielle aujourd'hui, car la santé humaine, animale et



environnementale sont étroitement liées », a-t-il souligné.

Moment clé de la rencontre, l'évaluation des stagiaires s'est appuyée sur des critères à la fois scientifiques et pratiques. Selon le professeur Talaki Essodina, président de la session, les participants ont été jugés sur la rigueur de leurs investigations de terrain, l'analyse des données

collectées, la pertinence de leurs recommandations ainsi que leur capacité à restituer les résultats. « Nous sommes globalement satisfaits du niveau atteint », a-t-il affirmé.

La cérémonie s'est achevée dans une ambiance solennelle, marquée par la remise officielle des certificats aux bénéficiaires, en présence du Directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture.

À travers cette initiative, le Togo renforce progressivement son dispositif de veille sanitaire. Une avancée importante dans un contexte où les maladies zoonotiques représentent un défi croissant, nécessitant une réponse coordonnée entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale.

DJATO

L'Université de Kara clôture en beauté la 14^e édition de la Semaine de l'Étudiant

L'Université de Kara clôture en beauté la 14^e édition de la Semaine de l'Étudiant

Du 16 au 21 mars 2026, l'Université de Kara a vécu au rythme d'une mobilisation exceptionnelle de ses étudiants. Entre compétitions, échanges et moments de célébration, cette 14^e édition a une fois de plus mis en lumière le dynamisme, la créativité et l'engagement de la jeunesse universitaire. La cérémonie de clôture, à la fois festive et solennelle, est venue couronner ces journées riches en émotions.

Le point culminant de cette dernière journée a été la très attendue finale de football féminin, qui a opposé la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FaSEG) à la Faculté des



Lettres et Sciences Humaines (FLESH). Dans une ambiance électrique, le coup d'envoi symbolique, donné par le Préfet de la Kozah et le Vice-Président de l'Université, a marqué l'importance de cet événement qui dépasse largement le cadre académique.

Sur la pelouse, les deux

équipes ont livré une prestation de haut niveau, alliant discipline, stratégie et combativité. Après un match serré sans vainqueur au terme du temps réglementaire, la décision s'est faite lors de la séance de tirs au but. Plus réaliste, la FaSEG s'est imposée 5 tirs à 4, remportant le trophée sous les

applaudissements d'un public conquis. La FLESH, quant à elle, a quitté la compétition avec dignité, après un parcours remarquable.

Mais cette semaine ne s'est pas limitée aux performances sportives. Elle a aussi été l'occasion de célébrer l'excellence sous toutes ses formes. La remise des prix aux différents lauréats a constitué un moment fort, mettant en avant le travail, la persévérance et le dépassement de soi des étudiants.

Le Président du comité d'organisation, le Professeur BINI, a salué l'implication des partenaires et la forte mobilisation observée tout au long des six jours d'activités, soulignant l'esprit de solidarité qui a animé cette édition.

Ouverte le 16 mars par la Présidente de l'Université, Madame Prénom HOUZOU-MOUZOU, cette 14^e édition s'est refermée dans un climat

de satisfaction et d'espoir. Lors de son discours de clôture, elle a félicité l'ensemble des acteurs pour leur discipline et leur engagement, tout en esquissant les perspectives à venir. Parmi les annonces marquantes, l'ouverture de la compétition « Mon avis scientifique » aux étudiants de sexe masculin lors de la prochaine édition.

Elle a également insisté sur le rôle central du numérique, rappelant que le thème de cette année invitait à repenser les liens entre avancées technologiques et exigences académiques. Enfin, elle a exprimé sa gratitude envers les autorités administratives et tous ceux qui ont contribué au succès de l'événement.

Cap désormais sur 2027, avec une 15^e édition qui s'annonce prometteuse, portée par une jeunesse toujours plus engagée et tournée vers l'innovation.

TOESSI Adjovi

Investissements

Le Togo s'allie au groupe chinois WIETC

Le groupe chinois d'ingénierie et de travaux publics Weihai International Economic and Technical Cooperative Co. Ltd (WIETC) prévoit de réaliser des investissements au Togo dans plusieurs secteurs stratégiques. À cet effet, l'entreprise a conclu, en milieu de semaine, un

mémorandum d'entente avec les autorités togolaises.

L'accord a été signé entre le ministre délégué chargé de la Promotion des investissements et de la Souveraineté économique, Arthur Trimua, et le représentant de WIETC, Lu Xinyong. Selon les termes de ce partenariat, le groupe

interviendra dans quatre domaines prioritaires : la santé, les énergies renouvelables, les infrastructures et la recherche scientifique.

Spécialisé dans la construction de bâtiments, de routes, d'aéroports, de centrales hydroélectriques et

d'infrastructures d'adduction d'eau, WIETC veut, à travers ce mémorandum, accompagner le Togo dans sa dynamique de transformation structurelle.

Les détails financiers et opérationnels de l'accord n'ont toutefois pas été rendus publics. Pour WIETC, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique économique extérieure de la Chine, notamment l'initiative « Belt and Road » (Nouvelle Route de la Soie), qui

vise à renforcer la présence du pays au moyen des investissements dans les infrastructures des pays en développement, en particulier en Afrique.

Pour le Togo, ce partenariat s'insère dans la stratégie nationale de promotion des investissements étrangers et de renforcement de l'attractivité du territoire.

A.SETH

Combattons la dégradation de nos routes
en évitant de surcharger nos véhicules

SAFER



© Route Nationale 101/Aéroport d'Accra - Lomé - Togo 00 228 22 81 88 22 - www.wietc.tg

Une gouvernance au cœur des populations : Dr Sandra Ablamba Johnson au service des plus vulnérables à Aného

Aného : Dr Sandra Ablamba Johnson exprime un élan de solidarité pour redonner espoir aux populations vulnérables

Une gouvernance au cœur des populations : Dr Sandra Ablamba Johnson au service des plus vulnérables à Aného

Aného : Dr Sandra Ablamba Johnson exprime un élan de solidarité pour redonner espoir aux populations vulnérables

Dans un élan de solidarité et d'engagement social, une importante action humanitaire a été menée dans la commune des Lacs 1, à Aného, sous l'impulsion de Dr Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil et conseillère municipale. Cette initiative d'envergure a permis de venir en aide à plus de 3 000 bénéficiaires directs, issus



des couches les plus vulnérables de la localité.

Au cœur de cette action, un important don de vivres a été officiellement remis aux premiers responsables de la communauté musulmane de

la commune, dans un esprit de partage, de solidarité et de respect des valeurs de vivre-ensemble. Cette assistance vise à soulager les familles en situation de précarité, en particulier dans un contexte

marqué par des défis socio-économiques persistants.

Au-delà du geste matériel, cette initiative s'inscrit dans une vision plus large de la gouvernance de proximité prônée par les plus hautes autorités du pays. Elle traduit une approche profondément humaine, fondée sur l'écoute attentive des besoins des populations et la mise en œuvre de réponses concrètes et adaptées aux réalités quotidiennes.

Par cette action, Dr Sandra Ablamba Johnson réaffirme son engagement personnel à œuvrer pour le bien-être des citoyens, en incarnant sur le terrain les valeurs de solidarité, de cohésion sociale

et de justice sociale. Elle illustre ainsi une volonté politique forte : rapprocher l'action publique des populations et faire de l'humain le cœur des priorités.

Les bénéficiaires, visiblement touchés par ce geste, n'ont pas manqué d'exprimer leur gratitude, saluant une initiative qui redonne espoir et renforce les liens communautaires. Cette action vient ainsi consolider la dynamique de développement inclusif et participatif en cours dans la commune des Lacs 1.

À travers ce type d'intervention, les autorités entendent poursuivre leurs efforts en faveur des populations les plus fragiles, convaincues que la solidarité et la cohésion sociale demeurent des leviers essentiels pour un développement harmonieux et durable.

DANSSOU SAKPO

Investissements : une délégation du Commonwealth explore les opportunités au Togo

La capitale togolaise a accueilli du jeudi 19 au vendredi 20 mars, une mission exploratoire du Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC), venue s'informer sur les opportunités d'investissement offertes dans plusieurs secteurs de l'économie nationale. Cette visite s'inscrit dans la dynamique de promotion du Togo comme destination économique, engagée par les autorités, avec l'ambition d'attirer davantage de capitaux internationaux.

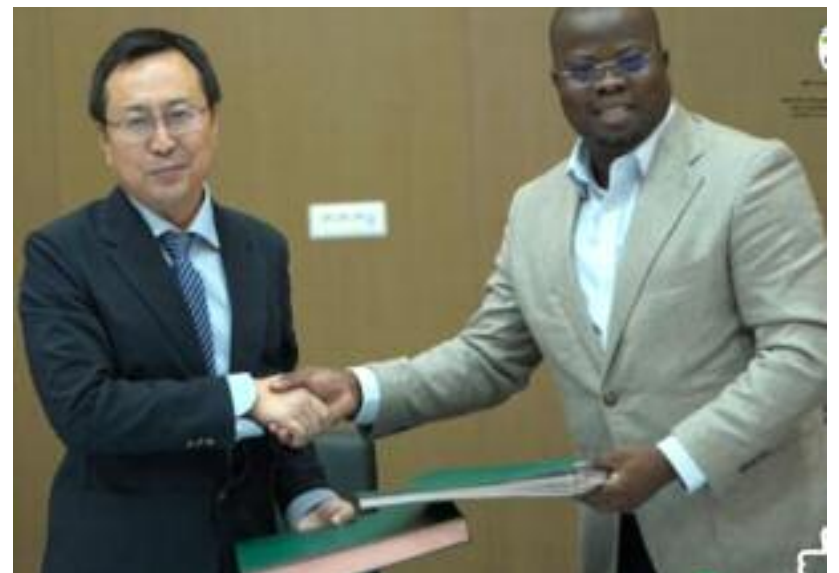
La délégation, composée de représentants d'entreprises, s'est rendue à la

Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), avec une présentation détaillée de la plateforme, suivie d'une visite des unités industrielles, notamment Nutrisource et Vivace. Le circuit s'est poursuivi au Port autonome de Lomé où la délégation a pu apprécier les installations portuaires, les terminaux modernes ainsi que les capacités opérationnelles qui font du port l'un des hubs logistiques les plus importants en Afrique de l'Ouest.

Ces différentes visites se sont déroulées en présence du ministre délégué chargé de la Promotion des investissements et de la souveraineté économique,

Arthur Trimua. Elles ont permis de mettre en lumière les atouts du pays en matière d'industrialisation, de logistique et d'amélioration du climat des affaires. Au-delà des visites de terrain, la délégation a tenu une séance de travail avec des membres du gouvernement. Les échanges ont été l'occasion d'aborder de manière concrète les perspectives d'investissement, les priorités stratégiques du Togo ainsi que les opportunités de collaboration avec le réseau du Commonwealth.

Notons que le Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC) est le réseau



économique du Commonwealth, chargé de promouvoir le commerce, les investissements et les partenariats entre les pays membres de l'organisation. Cette mission ouvre la voie à de nouvelles perspectives de collaboration, notamment

dans les secteurs industriel, agroalimentaire et logistique, avec pour objectif de soutenir la croissance, de créer des emplois et d'accélérer la transformation structurelle de l'économie.

AA

Investissements

Le Togo s'allie au groupe chinois WIETC

Le groupe chinois d'ingénierie et de travaux publics Weihai International Economic and Technical Cooperative Co. Ltd (WIETC) prévoit de réaliser des investissements au Togo dans plusieurs secteurs stratégiques. À cet effet, l'entreprise a conclu, en milieu de semaine, un mémorandum d'entente avec les autorités togolaises.

L'accord a été signé entre le ministre délégué chargé de la Promotion des investissements et de la

Souveraineté économique, Arthur Trimua, et le représentant de WIETC, Lu Xinyong. Selon les termes de ce partenariat, le groupe interviendra dans quatre domaines prioritaires : la santé, les énergies renouvelables, les infrastructures et la recherche scientifique.

Spécialisé dans la construction de bâtiments, de routes, d'aéroports, de centrales hydroélectriques et d'infrastructures d'adduction



d'eau, WIETC veut, à travers ce mémorandum, accompagner le Togo dans sa dynamique de transformation structurelle.

Les détails financiers et opérationnels de l'accord n'ont toutefois pas été rendus publics. Pour WIETC, cette

initiative s'inscrit dans le cadre de la politique économique extérieure de la Chine, notamment l'initiative « Belt and Road » (Nouvelle Route de la Soie), qui vise à renforcer la présence du pays au moyen des investissements dans les infrastructures des pays en

développement, en particulier en Afrique.

Pour le Togo, ce partenariat s'insère dans la stratégie nationale de promotion des investissements étrangers et de renforcement de l'attractivité du territoire.

TOESSI ADJOVI

Journée Mondiale de l'Eau édition 2026

Le Ministre Séna ALIPUI appelle chaque citoyen à un engagement actif pour une gestion équitable et durable de cette ressource vitale

Le 22 mars de chaque année, le Togo se joint à la communauté internationale pour célébrer la journée mondiale de l'eau. A la veille de la célébration de l'édition 2026, le ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du Territoire chargé de l'Eau et de l'Assainissement Séna ALIPUI dans un message, lance un appel solennel aux institutions publiques, aux partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile, collectivités locales, secteur privé, communautés à la base et aux citoyens afin que chaque geste de préservation, chaque initiative communautaire, chaque projet d'infrastructure contribue à bâtir une société plus juste où l'eau potable sera la chose la mieux partagée.

L'édition 2026 de la Journée mondiale de l'eau, est placée sous le thème « l'eau et le genre : eau, source d'égalité ». Elle offre en effet l'opportunité au premier responsable du département ministériel chargé de l'eau et de l'assainissement de revenir sur l'inégalité dans



l'accès à l'eau potable. Un phénomène qui touche particulièrement les femmes et les filles dans plusieurs régions. Ce sont elles qui assument la responsabilité quotidienne de la collecte de l'eau, souvent au détriment de leur éducation, de leur sécurité et de leur autonomisation économique d'où la nécessité d'y remédier. <<Garantir un accès équitable à l'eau potable, c'est donc promouvoir l'égalité des chances. C'est libérer du temps pour l'éducation des jeunes filles. C'est améliorer la santé maternelle et infantile. C'est enfin renforcer la participation

des femmes à la vie économique et sociale>> a déclaré le Ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement.

Des avancées notables dans la desserte en eau potable

Sous la haute impulsion du Président du Conseil son Excellence

Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, le gouvernement fait de la gestion durable des ressources en eau une priorité nationale. Et des progrès significatifs sont enregistrés ces dernières années. Le taux d'accès à l'eau potable, estimé à 60 % en 2020, a atteint 72 % en 2025, avec une amélioration notable en milieu rural où la desserte atteint désormais 77 %). Ces résultats sont le fruit d'efforts concertés, marqués par la réalisation d'infrastructures d'alimentation en eau potable, la mise en place de postes d'eau autonomes alimentés par

l'énergie solaire dans les zones rurales, ainsi que la modernisation des systèmes de production et de distribution en milieu urbain et semi-urbain.

Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement n'a pas passé sous silence les défis qui restent à relever pour maîtriser le stress hydrique observé dans certaines régions du pays. Le Togo vient donc de franchir une étape déterminante avec l'opérationnalisation du Fonds pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. <<Cet instrument stratégique vise à assurer un financement durable des actions de protection, de mobilisation et de valorisation des ressources en eau, tout en renforçant la résilience de nos systèmes face aux effets du changement climatique>> a expliqué le Ministre Séna ALIPUI.

Un engagement sans cesse renouvelé pour un accès durable à l'eau potable

Le ministre a également rappelé l'engagement du Président du Conseil, son

Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, qui dans son adresse devant la représentation nationale et dans son message de vœux à la Nation pour l'année 2026, a réaffirmé la priorité accordée au secteur social, en particulier à l'accès universel aux services essentiels. L'eau y occupe une place centrale comme instrument de réduction des inégalités et de renforcement de la cohésion nationale.

A travers ce message solennel à l'occasion de la journée mondiale de l'eau édition 2026, le ministre délégué chargé de l'eau et de l'assainissement Séna ALIPUI réaffirme une fois de plus la volonté et la détermination du gouvernement avec l'appui de ses partenaires, à poursuivre la mise en œuvre de programmes structurants visant à améliorer durablement l'accès à l'eau potable en milieu rural, semi-urbain et urbain dans un esprit d'égalité et d'équité.

Ing Ilyame OURO-LOWAN

Aïd El-Fitr 2026 au Togo

Une célébration placée sous le signe de l'unité et de la paix

À l'occasion de l'Aïd El-Fitr célébrée ce vendredi 20 mars 2026, le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, a représenté le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, lors de la grande prière organisée sur le terrain du CERFER à Lomé.

Cette cérémonie religieuse, marquant la fin du mois sacré de Ramadan, a rassemblé de nombreuses personnalités aux côtés de la communauté musulmane. Elle s'est

déroulée dans une atmosphère de recueillement et de fraternité, illustrant les valeurs de cohésion sociale et de vivre-ensemble qui caractérisent le pays.

L'Aïd el-Fitr, qui met un terme à une période de jeûne, de prière et de partage, a été célébrée cette année sous le signe de la paix, de la solidarité et de l'unité nationale. La présence des autorités au plus haut niveau témoigne de leur engagement en faveur de la tolérance



religieuse et de la coexistence pacifique entre les différentes confessions.

La prière a été dirigée par l'imam principal de la Mosquée centrale de Lomé, Agoro Zakaria. Dans son sermon, il a formulé des vœux de paix, de sécurité et de

prospérité pour le Togo, tout en appelant les citoyens à renforcer la cohésion sociale et à cultiver la fraternité.

Il a également invoqué des bénédictions pour les autorités du pays, notamment pour le Président du Conseil, afin qu'ils poursuivent leur mission

dans la paix, la sagesse et le discernement.

Dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires, un message particulier a été adressé aux populations affectées par la menace terroriste. À travers une publication sur ses réseaux sociaux, le Président du Conseil a exprimé le souhait que les prières contribuent à l'avènement de la paix dans les zones en proie aux conflits.

Cette célébration de l'Aïd el-Fitr vient ainsi réaffirmer l'attachement du Togo aux valeurs de solidarité, d'unité nationale et de paix durable.

Dodji KETOHOU

Senat : La loi relative aux droits des personnes handicapées adoptée

Les sénateurs ont adopté la loi relative aux droits des personnes handicapées en Afrique, à la 1ère session extraordinaire de l'année à la 5ème séance plénière du Sénat, le jeudi 19 mars à Lomé.

La séance conduite par le président du sénat, Barry Moussa Barqué a connu la présence du ministre des Relations avec le Parlement et les Institutions, Gilbert Bawara et la ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, Mme Moni Sakaredja-Sinandja.

Cette loi a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. L'objectif est de promouvoir, protéger et garantir la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme par des personnes handicapées et d'assurer le respect de leur dignité intrinsèque. Cette loi permettra au Togo de renforcer son arsenal juridique en matière de promotion et de protection des droits des personnes handicapées. Il s'agira aussi de repositionner le Togo au rang des Etats soucieux du respect des droits humains en général et de ceux



des personnes vulnérables en particulier.

Le président du sénat a indiqué que le Togo s'est

engagé résolument en faveur de l'équité, de la solidarité humaine et de la protection des personnes handicapées. « Que l'histoire retienne notre volonté à contribuer aux côtés du Président du Conseil, afin de

bâtir un Togo plus lumineux pour un avenir à tous », a-t-il déclaré.

La ministre, Mme Moni

Sakaredja-Sinandja a indiqué que l'adoption de cette loi s'inscrit dans une dynamique africaine moderne et renforce les engagements internationaux du pays, notamment la convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a fait savoir que ce protocole reconnaît les personnes handicapées comme des sujets de droits, mettant l'accent sur l'éducation inclusive, la santé, l'emploi, la participation politique et la protection contre les violences.

TOESSI ADJOVI

L'Université de Kara consacre l'Intelligence Artificielle au cœur de la 2^e édition du concours « Mon Avis Scientifique »

2^e édition du concours « Mon Avis Scientifique » : L'Université de Kara met l'Intelligence Artificielle à l'honneur

Le campus sud de l'Université de Kara a été le théâtre, le 18 mars 2026, d'une rencontre académique d'exception : la finale de la deuxième édition du concours universitaire féminin « Mon Avis Scientifique », organisée en pleine Semaine de l'Étudiant. Placée sous le

intellectuelle de haut niveau, confirmant la vitalité académique de l'Université et son engagement pour l'excellence féminine.

Un thème au cœur des mutations mondiales

Le sujet retenu pour cette édition, « Éducation 2.0 :

transformation qui, selon la Présidente de l'Université de Kara, ne saurait être uniquement infrastructurelle ou économique, mais qui doit également être cognitive, scientifique et technologique. Rappelant que les plus hautes autorités de notre pays n'ont cessé de souligner le rôle déterminant du numérique dans la construction de l'avenir, Professeur Prénom HOUZOU-MOUZOU a cité le Président du Conseil dans ses orientations stratégiques en matière de développement, notamment lors du sommet mondial sur l'Intelligence Artificielle (IA) s'est tenu le 03 avril 2025 à Kigali : « L'Afrique doit faire des choix intelligents pour garantir que l'IA profite à toutes les couches de la population, y compris les zones rurales et les travailleurs informels ». La Présidente de l'UK a indiqué que cette vision trouve une résonance particulière dans le thème de cette deuxième édition. « Elle nous interpelle collectivement sur notre responsabilité à former une jeunesse capable non seulement de maîtriser les outils de l'intelligence artificielle, mais aussi d'en orienter les usages vers le bien commun. Elle nous invite également à veiller à ce que cette transformation numérique reste profondément ancrée dans les valeurs humaines qui fondent l'université : l'éthique, l'esprit critique, la solidarité

Nada ZIADI, experte tunisienne en intelligence artificielle et présidente du jury, a donné une dimension internationale à l'événement. Représentant le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA), elle a rappelé l'importance du programme « IA Développement dans les Universités d'Afrique », auquel l'Université de Kara a adhéré en 2025. Ce partenariat ouvre aux étudiants togolais des opportunités inédites : voyages académiques, bourses de perfectionnement et collaborations avec des universités asiatiques, européennes et américaines.

Des prestations remarquables

Les dix candidates ont impressionné par la qualité de leurs interventions, évaluées sur la rigueur scientifique, la clarté du propos, l'équilibre de l'analyse et l'art oratoire.

- Mlle Douli Dioktante Bénédicte, étudiante en Master 1 Médecine, FSS-UK a remporté le premier prix grâce à une prestation brillante. Elle bénéficiera d'un voyage de découverte en Chine, en plus d'un tableau d'honneur, d'un ordinateur, d'une enveloppe financière et de gadgets offerts par les partenaires CONIIA et LIKSOF.

- Mireille KOUGNON, étudiante en Master 1 Médecine, FSS-UK a été désignée vice-championne. Elle repart avec un ordinateur, un tableau d'honneur, une enveloppe financière et des gadgets CONIIA/LIKSOF.

- Agate AMANA Catherine, étudiante en Master 1 Recherche Chimie de l'Environnement à UK, a décroché la troisième place. Son Prix est composé d'un ordinateur, un tableau

année Médecine, FSS-UK). Elle a été récompensée par un tableau d'honneur, une enveloppe financière et divers gadgets CONIIA/LIKSOF.

Toutes les participantes ont reçu des prix de participation, composés de gadgets et d'un pagne wax hollandais, témoignant de la volonté des organisateurs de valoriser chaque contribution.

Des partenaires engagés

La Présidente de l'Université a également honoré les partenaires internationaux, notamment le CONIIA et la société LIKSOF, pour leur implication dans la promotion de l'excellence académique. Des tableaux d'honneur ont été remis à leurs représentants, dont Nada ZIADI et Germain POULI, Directeur de la communication du CONIIA.

L'UK... Une institution tournée vers l'avenir

Au-delà des récompenses, cette deuxième édition a confirmé la capacité des étudiantes de l'Université de Kara à s'approprier des thématiques complexes et à proposer des réflexions pertinentes sur l'avenir de l'éducation. Le concours « Mon Avis Scientifique » s'impose désormais comme un rendez-vous incontournable de la vie académique, où la technologie vient enrichir l'apprentissage sans jamais effacer l'essence humaine.

La 2^e édition du concours universitaire féminin « Mon Avis Scientifique » a été un véritable succès. Elle a mis en lumière la pertinence du thème choisi, la qualité des prestations des candidates et l'engagement de l'Université de Kara dans la réflexion sur l'éducation du futur. En intégrant l'intelligence artificielle au cœur du débat, l'institution confirme sa volonté



signe de l'innovation et de la réflexion critique, cette compétition d'art oratoire a réuni dix brillantes étudiantes autour d'un thème d'une brûlante actualité : « Éducation 2.0 : comment l'intelligence artificielle peut-elle personnaliser l'apprentissage sans déshumaniser nos universités ? ». Entre pertinence des analyses, éloquence des prestations et engagement institutionnel, cette édition a confirmé le succès grandissant d'un concours désormais incontournable dans la vie académique de l'Université de Kara.

Une finale en pleine Semaine de l'Étudiant

Cette grande finale de la deuxième édition du concours universitaire féminin « Mon Avis Scientifique », organisée en pleine Semaine de l'Étudiant se situe dans le double cadre de la célébration du 8 mars Journée Internationale de la Femme et de la Célébration du 10^e Anniversaire de la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de Kara (FSS de l'UK). Dix jeunes femmes issues des différentes facultés de l'institution se sont affrontées dans une joute

comment l'intelligence artificielle peut-elle personnaliser l'apprentissage sans déshumaniser nos universités ? », a placé les candidates face à une problématique brûlante.

Les différentes candidates ont démontré, avec brio, que l'IA peut devenir un levier puissant pour adapter l'enseignement aux besoins spécifiques des étudiants, grâce à l'analyse prédictive et à l'automatisation des tâches. Elles ont insisté sur la nécessité de préserver la relation pédagogique humaine, socle de la vie universitaire et garant de l'esprit critique.

La Présidente de l'Université, Professeur Prénom HOUZOU-MOUZOU, a salué la pertinence du thème, rappelant que l'avenir de l'institution repose sur une intégration réfléchie des outils numériques et une refonte des modèles pédagogiques. Elle a rappelé que l'ambition de cette compétition s'inscrit pleinement dans la vision de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, dont le troisième pilier de l'action publique repose sur le verbe « Transformer ». Une



intellectuelle. » a-t-elle indiqué.

Une ouverture internationale affirmée

La présence de Madame

d'honneur, une enveloppe financière et des gadgets CONIIA/ LIKSOF.

- Le Prix du Public est revenu à ISSIFOU Herline (3^e

de former des étudiantes capables de conjuguer innovation technologique et humanisme académique.

La Rédaction

Togo-Ghana

De nouvelles infrastructures au poste de frontière Noépé-Akanu

Le poste de contrôle juxtaposé de Noépé-Akanu, à la frontière entre le Togo et le Ghana, a été doté de nouvelles infrastructures destinées à améliorer la fluidité des échanges commerciaux.

La remise officielle a eu lieu lundi 16 mars 2026, en présence du ministre togolais de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, et de la ministre ghanéenne du Commerce, Elizabeth Oforu-Adjaré, selon Togo Presse.

Réalisés par Trade Mark Africa dans le cadre du soutien à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale

africaine (ZLECAf), ces aménagements doivent renforcer les capacités opérationnelles du site. Ils concernent notamment l'installation de systèmes d'énergie solaire, la réhabilitation de l'approvisionnement en eau, l'amélioration du drainage et la rénovation des installations sanitaires.

Situé sur le corridor Abidjan-Lagos, le poste de Noépé-Akanu est un point de transit majeur pour les flux commerciaux régionaux. Cependant, il était confronté à plusieurs contraintes,

notamment des insuffisances en énergie, en connectivité et en infrastructures de base, qui ralentissaient les opérations aux frontières.

Les nouvelles installations doivent permettre de réduire les délais de passage, d'améliorer les conditions de travail des agents et de faciliter les formalités pour les usagers. Elles devraient également renforcer la sécurité et la fiabilité des opérations transfrontalières.

Pour les autorités togolaises et ghanéennes, ces investissements visent à améliorer la compétitivité du corridor et à soutenir la



croissance des échanges des États de l'Afrique de entre les pays de la l'Ouest. Communauté économique **DJAMA BONITO**

Secteur forestier

Le Togo précise les conditions d'accès aux autorisations et agréments

Au Togo, un nouveau cadre réglementaire est désormais en place pour encadrer l'exploitation du secteur forestier. En effet, depuis le mardi 17 mars 2026, un arrêté du ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique fixe les modalités d'obtention des attestations, agréments, autorisations, permis et certificats dans la filière.

La nouvelle disposition prévoit notamment la délivrance d'attestations de reboisement et d'autorisations de coupe. L'attestation de

reboisement est accordée aux propriétaires de plantations âgées d'au moins trois ans. Ces derniers doivent également obtenir une autorisation préalable avant toute opération de coupe de bois.

Par ailleurs, l'arrêté prévoit que toute activité d'importation ou d'exportation de produits forestiers est soumise à une autorisation préalable. « L'agrément d'importateur est valable dix-huit mois et celui d'exportateur pour une période d'un an », précise le ministère.

S'agissant du transport des produits forestiers, il est

soumis à une double exigence : une autorisation et un permis de circulation.

Cette nouvelle mesure vise à aligner le Togo sur les standards internationaux, à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à renforcer sa crédibilité sur la scène internationale. Le nouveau cadre juridique permet ainsi de clarifier les procédures administratives, tout en améliorant la transparence et l'efficacité dans la gestion du secteur.

Il convient de rappeler que, dans le cadre de la protection



des ressources forestières, l'exécutif togolais a engagé plusieurs initiatives, dont le programme national de reboisement, avec pour

objectif la plantation d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030.

Ing Ilyame OURO-LOWAN

Togo : "les conférences administratives" entrent en phase opérationnelle dans les préfectures

Au Togo, les conférences administratives, cadre formel de coordination des services déconcentrés de l'État, sont entrées dans leur phase opérationnelle depuis la semaine dernière, avec la tenue des premières réunions dans plusieurs préfectures. Présidées par les préfets, ces rencontres marquent le début d'une nouvelle ère de gouvernance locale et d'une nouvelle phase d'harmonisation des actions publiques.

Ces réunions ont été organisées dans les préfectures de la Binah, de Bassar, de Blitta, du Bas-Mono, d'Agoè-Nyivé, de la

Kozah et de la Tône. Elles ont réuni les maires des différentes communes, les responsables des services déconcentrés, les représentants des forces de l'ordre et de sécurité, ainsi que les chefs de canton. Les échanges ont porté sur les objectifs des conférences administratives, leur fonctionnement, le rôle de l'autorité préfectorale et les attributions des différents acteurs.

Présentées comme des plateformes de concertation, de planification et de suivi de l'action publique aux niveaux régional et préfectoral, ces conférences ont également permis aux participants



d'examiner l'état d'avancement des programmes et projets de l'État, et de proposer des

mécanisme d'alerte précoce et un espace de partage d'informations, ces rencontres visent aussi à renforcer la

lisibilité de l'action publique auprès des populations. Le processus se poursuivra dans les autres préfectures du pays. Hormis le mois de mars,

AA

Marché du ciment

Le Togo renforce ses exigences de qualité

Le Togo a officiellement introduit, le lundi 16 mars 2026, trois nouvelles normes relatives au ciment. Ces normes togolaises visent à promouvoir la qualité des produits mis sur le marché national, à encourager une concurrence saine entre les acteurs du secteur, à garantir la sécurité des infrastructures, ainsi qu'à protéger les consommateurs et l'environnement. Elles ont été présentées aux entreprises productrices et importatrices de ciment opérant sur le territoire national, à l'occasion d'une rencontre tenue à Lomé le même jour. L'initiative est portée

par le ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique, à travers la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE) et son bras technique, l'Agence togolaise de normalisation (ATN). Elle s'inscrit dans le cadre de la promotion de la qualité des matériaux de construction et de la protection des consommateurs.

Les normes introduites définissent les exigences techniques relatives à la composition, aux performances et aux méthodes d'évaluation

du ciment commercialisé au Togo. Avec cette mesure, les autorités entendent s'assurer que les produits disponibles sur le marché répondent à des standards techniques fiables et reconnus.

Selon le ministère en charge des investissements, cette démarche vise également à instaurer une concurrence équitable entre producteurs et importateurs, « tout en luttant contre la circulation de produits susceptibles de compromettre la sécurité des infrastructures publiques et privées ». Elle devrait, par ailleurs, contribuer à réduire les risques liés à



l'utilisation de produits non conformes, à renforcer la qualité des constructions et à améliorer durablement la sécurité des bâtiments et des infrastructures.

Au Togo, quatre principaux acteurs se disputent le marché du ciment : le groupe allemand HeidelbergCement, à travers sa filiale CimTogo ; le groupe

burkinabè CIL Metal, avec la marque Cimco ; le groupe indien WACEM, qui commercialise notamment les marques Fortia et Diamond ; et le groupe nigérian Dangote, présent avec la marque Dangote Cement.

TOESSI ADJOVI

Togo : la FAO accompagne le secteur privé dans l'accès aux financements climatiques

Le Togo engage une nouvelle phase de mobilisation du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique. Depuis mardi 17 mars 2026, un atelier de deux jours s'est ouvert à Lomé avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réunissant près de 70 acteurs économiques pour valider deux documents stratégiques.

Ces travaux visent à structurer l'implication des entreprises togolaises dans les politiques climatiques, tout en



identifiant les opportunités économiques liées à la transition environnementale.

Les secteurs ciblés incluent l'agriculture, la foresterie, la pêche, l'élevage et la gestion des ressources en eau, particulièrement exposés aux

effets du changement climatique.

Il devrait en sortir deux documents. Le premier définit les modalités d'engagement du secteur privé, tandis que le second identifie les mécanismes de financement et les opportunités d'investissement. « Ces documents permettent de voir comment le secteur privé togolais va s'engager sur les questions du changement climatique et quelles opportunités s'offrent à lui », a indiqué Dr Diwa Oyetunde, représentante de la FAO au Togo.

Par ailleurs, « des consultations sont menées avec des partenaires privés afin de définir des perspectives à cinq et dix ans, notamment pour permettre aux entreprises togolaises d'accéder aux financements climatiques », ajoute-t-on.

Pour ce qui est des mécanismes de financement potentiels, « aujourd'hui, les mécanismes existants au niveau mondial permettent au secteur privé d'accéder à des financements, notamment sous forme de prêts. Nous travaillons avec le ministère du Commerce et le patronat pour accompagner les entreprises dans des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie, en tenant

compte des coûts liés aux actions climatiques. À terme, cela devrait générer des emplois, améliorer l'assainissement et contribuer au bien-être des populations », informe Dr Diwa Oyetunde, en outre.

Pour les autorités et les partenaires, il s'agit dans un premier temps, de renforcer la résilience des secteurs productifs et de soutenir la création d'emplois liés à l'économie verte.

À terme, ces orientations doivent contribuer à structurer un marché national des investissements climatiques et à intégrer davantage les entreprises togolaises dans les chaînes de valeur durables.

DJATO

Cité ministérielle de Lomé
Des avancées sur l'évaluation environnementale et les indemnisations

Au Togo, le projet de construction de la cité ministérielle de Lomé a fait l'objet d'une nouvelle réunion de suivi le mardi 16 mars 2026 à Lomé, à laquelle ont pris part autorités, partenaires techniques et collectivités locales. Cette rencontre a permis de faire le point sur l'état

d'avancement du projet et d'évaluer son impact environnemental.

Selon les responsables techniques, le processus a été conduit de manière participative avec les administrations locales, notamment la préfecture du Golfe et la commune du Golfe 3, ainsi qu'avec la Commission

nationale d'expropriation (COMEX).

« Tous les acteurs maintenant reconnaissent qu'ils ont été associés de façon participative dans ce processus et que les gens ont été indemnisés », a indiqué Souleymane Abdel Ganiou, directeur des évaluations et de l'intégration environnementale, en marge de la rencontre.

Sur le volet social, les autorités indiquent que la majorité des personnes affectées par le projet ont été indemnisées. Les compensations ont couvert les terres agricoles, sur la base de

5 millions de FCFA par hectare, ainsi que les pertes de récoltes sur deux saisons. Les bâtiments ont également fait l'objet d'une indemnisation complète, permettant leur reconstruction, selon les précisions rendues publiques.

Implanté à Bè-Klévé, le projet de cité ministérielle fait partie des efforts de modernisation de l'administration publique. Il prévoit la construction d'un complexe de 18 bâtiments administratifs, financé en partie par la Banque ouest-africaine de développement à hauteur de 20 milliards de FCFA.

Structuré en partenariat public-privé avec le groupe PFO à travers sa filiale SOCOIM, le projet repose sur un mécanisme de bail à construction, un modèle qui permet à l'État de mobiliser des financements privés tout en conservant la propriété du foncier.

À terme, la cité ministérielle devrait regrouper plusieurs départements et contribuer à rationaliser le fonctionnement de l'administration, tout en générant des retombées économiques liées à sa construction et à son exploitation.

A. SETH

Énergie : le Nigeria disposé à fournir davantage d'électricité au Togo

Le Nigeria a affiché sa volonté d'accroître ses exportations d'électricité vers le Togo, dans un contexte de hausse de la demande énergétique en Afrique de l'Ouest. Cette position a été exprimée lors d'échanges, le 12 mars 2026, entre la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) et la Niger Delta Power Holding Company (NDPHC).

L'opérateur nigérian, qui fournit déjà environ 75 MW au Togo dans le cadre d'un accord bilatéral, s'est ainsi dit prêt à augmenter les volumes livrés.

Une telle ouverture, si elle se concrétise, permettra de soutenir l'expansion du réseau électrique togolais, marquée par l'arrivée de nouveaux consommateurs, notamment industriels et commerciaux.

Pour le Togo, il s'agit de sécuriser son approvisionnement en énergie électrique dans un contexte de tension ces derniers mois. Des perturbations récentes sur le réseau mettent en évidence les limites de l'offre actuelle, auxquelles les autorités publiques souhaitent remédier.



Du côté de la Niger Delta Power Holding Company,

l'augmentation des exportations reste conditionnée par la mise en place de cadres

commerciaux sécurisés. L'entreprise insiste sur la nécessité de garanties financières et de mécanismes de paiement fiables afin d'assurer la viabilité des échanges transfrontaliers.

À terme, l'enjeu pour le Togo sera de combiner ces importations avec le développement de ses capacités locales, afin de répondre durablement à la croissance de la demande.

Ing Ilyame O-L

500*
FCFA
BOUTEILLE XXL
30 CL

MIX PARFAIT

PRENDS UNE XXL
ET CONTINUE
TON SHOW

PILS

BB

BB LOWE S.A.

f i in